2^e semestre 2024, Numéro 25

a Lettre du CRJFC



Au sommaire de ce numéro

Éditorial
Interventions des membres du CRJFC
Publications des membres du CRJFC
Manifestations 1er semestre 2024
Manifestations 2e semestre 2024

Projet

Vie du laboratoire

Éditorial

Le CRJFC s'engage dans cette nouvelle année universitaire avec des manifestations scientifiques concernant la défiance partisane, la médiation civile, les procédures civiles d'exécution, la légitimité du juge, ou encore l'encadrement doctoral. Une journée des doctorants se déroulera le 9 octobre, associant des doctorants privatistes et publicistes sur des thématiques variées.

Sur le plus long terme, Valérie Défago (UniNE) et Béatrice Lapérou-Scheneider (pour le CRJFC) travaillent à l'édition d'un dictionnaire encyclopédique juridique franco-suisse (cf. infra) qui mobilise des collègues privatistes et publicistes, de l'université de Franche-Comté et de la faculté de droit de Neuchâtel. Le dictionnaire doit paraître début 2025 en vue justement de l'anniversaire du jumelage. Il continuera par la suite de vivre et évoluer avec des liens continus entre les deux institutions universitaires, par l'approvisionnement continu des entrées du Dictionnaire sous l'impulsion des membres du Comité scientifique (notamment en archive ouverte) et la concrétisation de projets de recherche communs.

Enfin Eliaz Le Moulec engage un projet sur les revirements de jurisprudence, un contrat post-doctoral est proposé (cf. infra) afin de travailler à l'analyse des textes et à l'édition d'un ouvrage collectif.

Christophe Geslot et Eliaz Le Moulec



Interventions des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024

Célia Berger-Tarare

« Registration of Trust Instruments and Trust Information », *The Oxford Handbook of Comparative Trust Laws Symposium* (dir. M. Bennett, L. Ho, A. Hofri, R. Nolan), Vancouver (Canada), 5-7 avril 2024.

« La fiducie française : contre-pied », Les entités non personnifiées — Une comparaison franco-québécoise (dir. J. Rochfeld et G. Gidrol-Mistral), Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne, Paris, 12 mars 2024.

Henri Bouillon

« L'obéissance à la loi civile chez saint Thomas d'Aquin », colloque *Thomisme* et droit : 800 ans d'histoire (dir. C. Dounot et P.-L. Boyer (dir.), Université de Toulouse, 25-26 janvier 2024.

Claire Breniaux

« SNP Youth Membership: Explaining Youth Party Membership with A New Model », *Congrès annuel de la Political Studies Association*, Glasgow, 25 mars 2024.

Anne Brobbel Dorsman

« Présentation de l'ordonnance de protection civile », Colloque L'ordonnance de protection civile : réflexion sur le protocole de mise en œuvre (dir. C. Tirvaudey), Besançon, 16 février.

Alexandre Ciaudo

« L'accès au juge et la distinction des recours contentieux », L'accès au juge administratif. Tensions et évolutions (dir. O. Renaudie), Paris I Panthéon-Sorbonne, 16 mai 2024

Conférences de présentation de l'ouvrage Droit du contentieux administratif dans différentes Universités : Besançon (4 décembre 2023) ; Evry (13 décembre 2023) ; Nancy (19 janvier 2024) ; Nice (9 février 2024) ; Dijon (21 février 2024) ; Paris I (29 février 2024) ; Versailles (1er mars 2024) ; Strasbourg (15 mars 2024)

Camille Fernandes

« Legal Boundaries of Academic Freedom of Expression: Contrasts with the United States », *Perspectives on Academic Freedom in: USA & Europe* (dir. P. Weil et R. Zinigrad), Université Américaine de Paris, Paris, 17 mai 2024

Benoît Géniaut

« Amour et travail », Séminaire « La vie personnelle du salarié » (dir. Ch. Vigneau), Institut des Sciences Sociales du Travail, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 25 avril 2024.

Béatrice Lapérou-Scheneider

Professeure invitée à l'université de Neuchâtel. Séminaire consacré à la justice pénale consensuelle en France, semestre 2024.

- « Prescription sur ordonnance », intervention au Colloque « Le droit pénal perd les pédales », Montpellier, 5 avril 2024.
- « Actualité du délit de harcèlement moral au travail », 1ère journée en l'honneur du professeur F. Stasiak, co-direction scientifique avec Pr. Y. Leroy, Université de Lorraine, 16 février 2024.
- « Le principe du contradictoire durant la phase préalable du procès pénal », direction de la soirée-débat. Mise en place et animée par des étudiants du Master 2 contentieux, Besançon 8 févr. 2024.

« La place des O.N.G. et associations dans le traitement consensuel de la corruption en droit français », intervention au colloque international La justice négociée dans la corruption transnationale — entre transparence et confidentialité, dir. N. Capus et F. Hohl Zurcher, Neuchâtel, 2 févr. 2024.

« Dealer avec la justice pénale, l'avènement de la justice pénale négociée », direction scientifique de la soirée-débat. Mise en place et animée par des étudiants du Master 2 contentieux, Besançon, 17 janv. 2024.

Christine Lebel

« Les sociétés commerciales et les coopératives agricoles », *Droit de la distribution agricole : quelles spécificités ?* (dir Pr. N. Disaux et G. Chantepie), Cour d'Appel de Paris, 30 mai 2024.

« La complexité du double patrimoine est-elle suffisamment bien appréhendée par le législateur ? : point de vue de l'universitaire « Deux ans d'application du statut de l'entrepreneur individuel à deux patrimoines : ce qui a changé et ce qui doit changer (ajustement des pratiques, coexistence avec les corps de règles antérieurs, améliorations législatives) », (dir. N. Pierre), Grenoble, 15 mai 2024.

« Exploitations en difficulté et coopératives agricoles », Les exploitations agricoles fragiles (dir. C. Lebel), Besançon, 28 mars 2024.

« La représentativité des relations avec les adhérents en France », Organisations professionnelles vitivinicoles et droit de la concurrence : encore de la spécificité vitivinicole ? (dir. Th. Georgopoulos), Faculté de Droit de Reims 13 mars 2024.

Vincent Lebrou

« Élections européennes 2024 : quel avenir pour la démocratie européenne ? », Direction du colloque, Besançon, 27 mars 2024.

Eliaz Le Moulec

« Les malheurs de l'argument a rubrica en droit pénal », Colloque *Le droit* pénal perd les pédales, Montpellier, 5 avril 2024.

Victoria Lucke-Vicchio

« L'associé-exploitant », Les exploitations agricoles fragiles (dir. C. Lebel), Besançon, 29 mars 2024.

Delphine Martin

« IA générative : mythe et réalité ? », Intervention Printemps de l'IA, Maison de l'économie Besançon, 20 juin 2024.

Chantal Mathieu

« La cause réelle et sérieuse, une catégorie en extension », colloque *Que reste-t-il de la loi du 13 juillet 1973* (dir. I. Meyrat), Université Cergy Paris Université, 24 mai 2024.

« L'engagement de l'employeur en faveur de la diversité », La place de l'engagement dans l'entreprise (dir. S. Vernac, S. Maillard et B. Lopez), Université Paris Saclay, 5 avril 2024.

Rémy Prouvèze

« Vers une incrimination des actes attentatoires aux générations futures en droit international pénal? La notion de crimes contre les générations futures en question », Journée d'études *Regards croisés sur les sens des générations futures* (dir. C. Perruso, F. Savonitto et R. Prouvèze), Université Paul-Valéry Montpellier 3, 5 avril 2024.

Interventions des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024



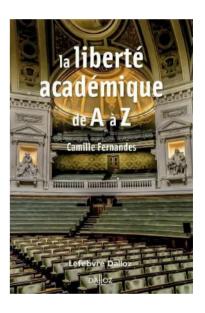
Henri Bouillon, Droit de la laïcité, L'Harmattan, coll. « Logiques juridiques », 2024, 370 p.



Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024

Ouvrages individuels

Camille Fernandes, *La liberté académique de A à Z,*Dalloz, 256 p.



Jérémy Pidoux,

L'accès au juge pénal en phase sentencielle, Mare et Martin, 780 p.



Nadia-Cerasela Anitei, Anne Brobbel Dorsman, Daniel Galatanu (dir.),

La famille au XXIe siècle. Excursion vagabonde de la Roumanie à la France, L'Harmattan, 2024, 300 p.



Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.),

La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?,

Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. « Colloques & essais », 2024, 365 p.



François Bohnet, Laurent Kondratuk, Catherine Tirvaudey (dir.),

La procédure civile en France et en Suisse. Formation, mutations et influences, Mare et Martin, coll. « Droit privé et sciences criminelles », 2024, 264 p.



en France et en Suisse



Dreit privé à sciences criminalles

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024

Ouvrages collectifs



A.-L. Cassard-Valembois, M.-O. Peyroux-Sissoko (dir.), Les translations de compétences en droits constitutionnel et administratif, EUD, 2024.



Claire Breniaux

« Young SNP members : socio-nationalism, identity and politics, Frontiers in Political Science [en ligne] 2024, 6.

Anne Brobbel Dorsman

« Le mariage en droit français, indicateur de l'évolution de l'engagement en matière familiale ? », Nadia-Cerasela Anitei, Anne Brobbel Dorsman, Daniel Galatanu (dir.), La famille au XXIe siècle. Excursion vagabonde de la Roumanie à la France, L'Harmattan, 2024, p. 17-35.

Alexandre Ciaudo

« La confiance de l'administré dans la justice administrative », Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État?, IFJD, 2024, p. 83.

« La régulation de l'activité de sécurité privée », A.-L. Cassard-Valembois, M.-O. Peyroux-Sissoko (dir.), Les translations de compétences en droits constitutionnel et administratif, EUD, 2024, p. 77.

«Tintin, acteur précurseur du droit administratif », J. Heymann (dir.), Tintin en droit, LexisNexis, 2024, p. 155.

Ariane Conus

« La conciliation judiciaire. Regard comparé France-Suisse », François Bohnet, Laurent Kondratuk, Catherine Tirvaudey (dir.), La procédure civile en France et en Suisse. Formation, mutations et influences, Mare et Martin, 2024, p. 153-171.

Alexandre Desrameaux

«Confiance publique et éducation nationale : l'État d'hommes et de citoyens », Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?, IFJD, 2024, p. 335.

« Le modèle de "l'état de famille" au XXIe siècle », Nadia-Cerasela Anitei, Anne Brobbel Dorsman, Daniel Galatanu (dir.), La famille au XXIe siècle. Excursion vagabonde de la Roumanie à la France, L'Harmattan, 2024, p. 161-175.

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024

Ouvrages collectifs

Chapitres d'ouvrages, articles, commentaires

Olympe Dexant-de Bailliencourt

- « Le rejet prévisible du recours contre la dérogation ORPEA », *Droit des sociétés*, janvier 2024, p. 23.
- « Sanction d'un dirigeant pour communication tardive d'un profit warning », Droit des sociétés, mars 2024, p. 33.
- « Droits de vote multiples : l'attractivité financière sans garde-fous ? », Droit des sociétés, mai 2024, p. 43.
- « La confiance dans les sociétés cotées : l'exemple des codes de gouvernement d'entreprise », Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?, IFJD, 2024, p. 245.

Nicolas Di Camillo

« L'accord Agirc-Arrco 2023-2026 : une victoire pour le paritarisme ? », *Droit social*, janvier 2024, 1, p. 99.

Coralie Dovetta

« Couple et confiance », Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?, IFJD, 2024, p. 295.

Camille Fernandes

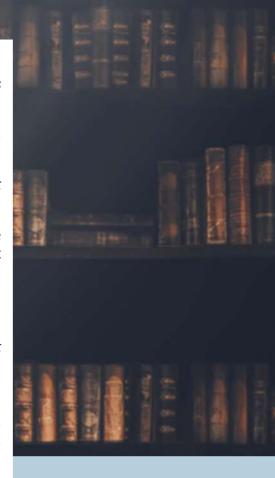
- « Occupation de Sciences Po : entre libertés des étudiants et pouvoir de police du directeur », Le Club des juristes (en ligne), 29 avril 2024.
- « L'expression d'opinions politiques par les universitaires : quelles libertés, quelles limites ? », *The Conversation* (en ligne), 18 juin 2024.

Bénoît Géniaut

- « Santé et sécurité au travail », *Rép. Trav. Dalloz*, Janvier 2024 (400 000 signes).
- « Des conséquences pour le salarié de la violation de sa clause de non-concurrence », *RDT* 2024, p. 179.
- « Licenciement pour faute lourde ou rupture conventionnelle : choisir, c'est renoncer », *RDT* 2024, p. 37.

Christophe Geslot

- « Référendum et confiance démocratique sous la Ve République », Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?, IFJD, , 2024, p. 39-50.
- « Avant-propos » (avec A. Desrameaux), Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?, IFJD, 2024, p. 7-10.



Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024

Chapitres d'ouvrages, articles, commentaires



Tristan Gheidene

« Restitution du prix en cas de nullité d'une vente : quelle obligation de garantie pour l'agent immobilier ? Cass. 1re civ., 28 juin 2023, n° 21-21181 », Actu-juridique.fr, février 2024 (en ligne).

Sâmi Hazoug

- «L'exécution en France d'un titre exécutoire suisse constatant une créance de somme d'argent », François Bohnet, Laurent Kondratuk, Catherine Tirvaudey (dir.), La procédure civile en France et en Suisse. Formation, mutations et influences, Mare et Martin, 2024, p. 237-247.
- « La détermination de la juridiction compétente en droit interne », Jérôme Lasserre Capdeville, Marc Mignot (dir.), *Droit bancaire et procédure civile : les clarifications utiles*, LexisNexis, 2024, p. 121-129.
- « Saisie-attribution du solde d'un compte ouvert dans une succursale étrangère », Jérôme Lasserre Capdeville, Marc Mignot (dir.), *Droit bancaire et procédure civile : les clarifications utiles*, LexisNexis, 2024, p. 191-202.

Chronique de procédure civile européenne et internationale, *Lexbase Hebdo*. Ed privée, février 2024, 974.

Matthieu Houser

« La loi de finances pour 2024 : une loi de continuité dans un contexte recentralisateur », AJCT, janvier 2024, 1, p. 31.

Leila Lankarani

« La confiance publique dans l'étau du droit international des investissements étrangers », Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?, IFJD, 2024, p. 211.

Béatrice Lapérou-Scheneider

- « La place des O.N.G. et associations dans le traitement consensuel de la corruption en droit français », N. Capus et F. Hohl Zurcher (dir.), La justice négociée dans la corruption transnationale entre transparence et confidentialité, Helbing Lichtenhahn, 2024, p. 99-127.
- « Exercice illégal de la profession de taxi, Uber France condamné pour complicité ». Obs. ss Cass. crim . 28 nov. 2023, n° 22-84.80577, AJP 2024, p. 40.

Christine Lebel

- « Nouveau Statut de l'entrepreneur individuel en agriculture », Le droit rural sous le charme des sociétés, LexisNexis, 2024, p. 57-79.
- « La cession de l'exploitation agricole en difficulté », *Mélanges en l'honneur B. Saintourens*, LexisNexis, p. 809-820.
- « La protection du nom du vin par les AOP et les IGP depuis le règlement (UE) 2021/2117 du 2 décembre 2021 », R. Bouniol (dir.), *La protection du vin*, Mare et Martin, 2024, p. 87-100.
- « Baux commerciaux et procédures collectives », Rev. Loyers, févr. 2024, p. 55-59.

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024

Chapitres d'ouvrages, articles, commentaires



- « Appréciation souveraine du défaut d'exploitation effective du preneur, bénéficiaire de la cession judiciaire du bail ». Obs., sous Cass. 3e civ., 30 mai 2024, n° 22-11.300, F-D, *Lexbase Hebdo privée*, 27 juin 2024.
- « Chemin rural ouvert au public : présomption d'appartenance à la commune sauf preuve contraire ». Obs., sous Cass. 3e civ., 13 juin 2024, n° 22-22.451, F-D, Lexbase Hebdo privée, 27 juin 2024.
- « Bail rural : régime dérogatoire des baux de petites parcelles ». Obs., sous Cass. 3e civ., 13 juin 2024, n° 22-18.861, FS-B) *Lexbase Hebdo privée*, 20 juin 2024.
- « Nullité de la déclaration de préemption de la SAFER : précisions ». Obs., sous Cass. 3e civ., n° 22-20.992, FS-B, *Lexbase Hebdo privée*, 20 juin 2024.
- « Bail de courte durée : la suspension du délai de prescription pour cause de fraude est possible ». Note sous Cass. com. 30 mai 2024, n°23-10.184, *Lexabse Hebdo affaires*, 20 juin 2024.
- « Demande de résiliation du bail pour cause de décès du preneur », Obs., sous Cass. 3e civ., 30 mai 2024, n° 22-22.158, FS-B, *Lexbase Hebdo privée*, 13 juin 2024.
- « Action en nullité pour méconnaissance du droit de préemption : point de départ de la forclusion », Obs. sous Cass. 3e civ., n° 21-21.366, FS-B), *Lexbase Hebdo privée*, 13 juin 2024.
- « Fixation du prix du bail renouvelé : rappel de l'obligation du dépôt du mémoire préalable ». Note sous Cass. 3e civ. 8 févr. 2024, n° 22-22.301, FS-B, Rev. Loyers, juin 2024, p. 280.
- « Résiliation d'un bail pour cause de sous-location prohibée ». Obs., sous Cass. 3e civ., 16 mai 2024, n° 22-22.448, F-D, *Lexbase Hebdo privée*, 30 mai 2024.
- «Vente d'une parcelle de terre sans informer la SAFER : quelles conséquences ? ». Obs., sous Cass. 3e civ., 16 mai 2024, n° 22-19.957, F-D, *Lexbase Hebdo privée*, 30 mai 2024.
- « Refus de la résiliation d'un bail pour absence de cessation d'exploitation ou de changement destination ». Obs., sous Cass. 3e civ., 16 mai 2024, n° 22-17.715, F-D, *Lexbase Hebdo privée*, 30 mai 2024.
- « Résiliation du bail rural pour absence de maîtrise et de disposition des parcelles louées ». Obs., sous Cass. 3e civ., 25 avril 2024, n° 22-19.931, F-D, Lexbase Hebdo privée, 16 mai 2024.
- « Droit de reprise du bailleur au profit d'un descendant : le juge doit vérifier si l'opération n'est pas soumise à déclaration préalable ! ». Obs., sous Cass. 3e civ., 25 avril 2024, n° 22-12.247, F-D, *Lexbase Hebdo privée*, 16 mai 2024.
- « Droit de reprise du bailleur : l'obligation d'avoir un projet agricole cohérent ». Obs., sous Cass. 3e civ., 25 avril 2024, n° 22-20.348, F-D, *Lexbase Hebdo privée*, 16 mai 2024.



Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024

Chapitres d'ouvrages, articles, commentaires



Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024

Chapitres d'ouvrages, articles, commentaires

- « Clarification à propos des délais de grâce et voies de recours dans le cadre de la conciliation ». Note sous Cass. com. 25 oct. 2023, n° 22-15.776, F-B, *JCP* 2024, 1109.
- « Insaisissabilité légale : la charge de la preuve de la qualification de l'immeuble pèse sur l'entrepreneur individuel ». Note sous Cass. com. 22 nov. 2023 n° 22-18.795, F-B, *Gaz. Pal.*, 19 mars 2024, p. 66.
- « Résolution unilatérale par notification sans mise en demeure préalable du bailleur ». Note sous Cass. 3e civ., 25 janv. 2024, n° 22-16.583, F-D, Rev. Loyers, mars 2024, p. 103.
- «Sanction de l'inaliénabilité des biens indispensables à la continuité de l'entreprise décidée par le tribunal ». Obs. sous Cass. com. 2 mai 2024, n° 22-22.968, *Dalloz Actualité*, 30 mai 2024.
- « Date d'entrée en vigueur du droit de préemption du locataire ». Note sous Cass. 3e civ. 29 mai 2024, n° 22-24.381, F-D, *Rev. Loyers*, févr. 2024, p. 224.
- « Indifférence de la mauvaise foi du bailleur lorsque la clause résolutoire du bail est définitivement acquise ». Note sous Cass. 3e civ., 26 oct. 2023, n° 22-16.216, FS-B, Rev. Loyers, janv. 2024, p. 11.

Vincent Lebrou

« Idées et action publique », Cédric Passard (dir.), Les idées politiques comme faits sociaux. Terrains, méthodes d'enquête, analyses, Atlande, 2024.

Eliaz Le Moulec

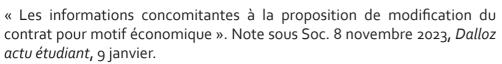
- « Revirement de jurisprudence : l'objet de l'abus de confiance s'étend (rétroactivement) aux immeubles », Recueil Dalloz, avril, 16, p. 812.
- « Cybercriminalité : les qualifications pénales de l'utilisation d'un rançongiciel La conversion du singulier au pluriel après l'arrêt du 15 décembre 2021 », Lexbase pénal, 70, avril 2024.
- « 30 ans d'évolution des infractions contre les biens », AJ Pénal, mars 2024, 3, p. 124.

Delphine Martin

« Louis Vuitton, l'histoire d'une marque victime de son succès », commentaire TJ Paris, 25 avril 2024, n° 19/01735, RJCom, 27 juin.

Chantal Mathieu

- « La confiance en la norme collective adoptée au niveau de l'entreprise », Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?, IFJD, 2024, p. 321.
- « Congés payés : un dispositif inconventionnel mais constitutionnel », Rev. Droit du travail, 03/2024, p. 191.
- « Les droits du salarié licencié pour inaptitude professionnelle ». Note sous Soc. 7 mai 2024, *Dalloz actu étudiant*, 5 juin.
- « L'employeur ne peut librement diffuser l'image de ses salariés à ses clients ». Note sous Soc. 14 février 2024, *Dalloz actu étudiant*, 22 mars



« Le placement abusif des heures de délégation en dehors du temps de travail ». Note sous Soc. 22 novembre 2023, Dalloz actu étudiant, 1er février.

Marie-Odile Peyroux-Sissoko

« La confiance dans le processus électoral », Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?, IFJD, 2024, p. 51.

« Polémique constitutionnelle. Retour sur les ordonnances de l'article 38 à partir de la proposition Sueur », Jus Publicum. Mélanges en l'honneur d'Anne-Marie Le Pourhiet, PUR, 2024, p. 331-337.

« Censure de la loi "immigration" : pas de débat, pas de quotas », Blog *Le Club des juristes*, 7 février 2024.

Jérémy Pidoux

« Caméras "piétons" : parlez, vous êtes filmés ! ». Note sous Cass. crim., 2 mai 2024, n° 23-86.066, *Dalloz actualité*, mai 2024.

« Saisie pénale mobilière : pas de remise à l'AGRASC aux fins d'aliénation pour faire des économies ». Note sous Cass. crim., 27 mars 2024, n° 23-84.461, Dalloz actualité, avril 2024.

« Garde à vue : l'obligation pour les enquêteurs d'indiquer dans leur procèsverbal l'heure de l'avis à parquet ». Note sous Cass. crim., 6 mars 2024, n° 22-80.895, *Dalloz actualité*, mars 2024

« Précisions sur la notion d'"écriture publique" en matière de faux ». Note sous Cass. crim., 10 janv. 2024, n° 22-87.605, Dalloz actualité, février 2024.

Rémy Prouvèze

Observations à propos de CPI, *Decision authorising the resumption of the investigation pursuant to article 18(2) of the Statute* du 27 juin 2023 (Pre-Trial Chamber I), Situation in the Bolivarian Republic of Venezuela I (*ICC-02/18*), RGDIP 2023/4.

Observations à propos de CPI, Judgment on the appeal of the Republic of the Philippines against Pre-Trial Chamber I's "Authorisation pursuant to article 18(2) of the Statute to resume the investigation" du 18 juillet 2023, (Appeals Chamber), Situation in the Republic of the Philippines (ICC-01/21 OA), RGDIP 2023/4.

Observations à propos de CPI, Addendum to the Reparations Order of 8 March 2021, ICC-01/04-02/06-2659 du 14 juillet 2023 (Trial Chamber II), Situation in the Democratic Republic of the Congo in the case of the Prosecutor v. Bosco Ntaganda (ICC-01/04-02/06), RGDIP 2023/4.

Observations à propos de CPI, Ordonnance relative à la notification par l'Accusation du retrait des charges portées contre Maxime Jeoffroy Eli Mokom Gawaka du 17 octobre 2023 (Chambre préliminaire II), Situation en République Centrafricaine II, Affaire Le Procureur c. Maxime Jeoffroy Eli Mokom Gawaka (ICC-01/14-01/22), GDIP 2024/1.



Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024

Chapitres d'ouvrages, articles, commentaires



Observations à propos de CPI, Décision mettant fin à la procédure engagée contre Vincent Otti du 17 novembre 2023 (Chambre préliminaire II), Situation en Ouganda, Affaire Le Procureur c. Joseph Kony et Vincent Otti (ICC-02/04-01/05), GDIP 2024/1.

Observations à propos de CPI, Decision on the Prosecution's request to hold a confirmation of charges hearing in the Kony case in the suspect's absence du 23 novembre 2023 (Pre-Trial Chamber II), Situation in Uganda in the Case of The Prosecutor v. Joseph Kony (ICC-02/04-01/05), GDIP 2024/1.

Jean-Baptiste Rauscher

« Rédaction du droit : étude comparative comtoise et neuchâteloise », François Bohnet, Laurent Kondratuk, Catherine Tirvaudey (dir.), *La procédure civile en France et en Suisse. Formation, mutations et influences,* Mare et Martin, 2024, p. 19-31.

Xiaowei Sun

«General principles and sector-specific rules in Chinese administrative procedures », Giacinto Della Cananea et Jean Bernard Auby (dir.), General Principles and Sector- Specific Rules in European Administrative Laws, The Common Core of European Administrative Law (CoCEAL) project, Oxford University Press, Oxford, 2024, p. 29–34, 94, 109, 126, 142, 160, 175–176, 189, 204, 217, 229.

Publications des membres du CRJFC Janvier - Juin 2024 Fabienne Terryn-Casalta

« La confiance en la justice pénale », Alexandre Desrameaux et Christophe Geslot (dir.), La confiance publique. Notion cardinale du droit et de l'État ?, IFJD, 2024, p. 67.

Chapitres d'ouvrages, articles, commentaires

Catherine Tirvaudey

« Le temps et les écritures en procédure civile française », François Bohnet, Laurent Kondratuk, Catherine Tirvaudey (dir.), La procédure civile en France et en Suisse. Formation, mutations et influences, Mare et Martin, 2024, p. 207-222.

« Avant-propos » (avec Nicolas Cayrol), François Bohnet, Laurent Kondratuk, Catherine Tirvaudey (dir.), *La procédure civile en France et en Suisse. Formation, mutations et influences*, Mare et Martin, 2024, p. 11-18.

Conférence-débat « Dealer avec la justice pénale. La CJIP, l'avènement de la justice pénale négociée »

17 janvier

org. M2 Contentieux, dir. B. Lapérou-Scheneider

Conférence-débat « Le principe du contradictoire dans la phase préparatoire du procès pénal »

8 février

org. M2 Contentieux, dir. B. Lapérou-Scheneider

Colloque L'ordonnance de protection civile : réflexion sur le protocole de mise en œuvre

Besançon, 16 février

dir. Catherine Tirvaudey

Journée d'étude Actualité du droit pénal des affaires. 1re journée Frédéric Stasiak

Nancy, 16 février

dir. Yann Leroy et Béatrice Lapérou-Scheneider

Conférence-débat « De l'affaire Estelle Mouzin à la création du pôle "cold cases" »

6 mars

Maître Didier Seban, Avocat au Barreau de Paris, organisée par le M2 Droit privé appliqué, sous la direction de Fabienne Terryn.

Colloque « Élections européennes 2024 : quel avenir pour la démocratie européenne ? »

Besançon, 27 mars

dir. V. Lebrou

Conférence-débat « Européennes 2024. Les scandales politiques altèrent ils la confiance des citoyens ? », conférence, Lola Avril (chercheuse en science politique à l'Université de Finlande orientale) et Estelle Delaine (post-doctorante, Université de Rennes 2)

Besançon, 28 mars

Colloque « Les exploitations agricoles fragiles »

Besançon, 29 mars

dir. Christine Lebel

« Liens, attachements et filiations possibles en accueil familial : de la recherche à la pratique », journée d'étude (projet FAPE)

Besançon, 2 avril

Coordination pour le CRJFC, A. Brobbel Dorsman

Webinaire « RSE et devoir de vigilance en droit du commerce international » 16 mai

dir. Filali Osman

Journée Chaire ALECSO pour l'arbitrage commercial international (CAACI), Arbitrage et Actualités Juridiques, Session 2024 : Arbitrage et Crowdfunding - Arbitrabilité ou inarbitrabilité ?, Université Tunis El Manar.

CRJFC partenaire

Coordination pour le CRJFC Filali Osman

Conférence-débat « Les congés payés du salarié malade »

Besançon, 10 juin

dir. Benoît Géniaut et Chantal Mathieu



Manifestations

1^{er} semestre 2024



Manifestations 2^e semestre 2024

Colloque La défiance partisane. Sociologie de la crise de la forme parti

Besançon, 26-27 septembre

Dir. Mathieu Petithomme

Journée des doctorants du CRJFC

Besançon, 9 octobre Dir. Eliaz Le Moulec

Colloque L'effectivité du droit substantiel : l'actualité des procédures civiles d'exécution

Belfort, 11 octobre Dir. Sâmi Hazoug

Colloque Les acteurs de la médiation

Besançon, 17 octobre

Dir. Catherine Tirvaudey

Journée d'études L'encadrement doctoral, des réformes institutionnelles aux pratiques professionnelles

Besançon, 21-22 novembre

Dir. Vincent Lebrou et Luc Sigalo-Santos)

Colloque La responsabilité des juges, condition de leur légitimité?

Besançon, 29 novembre

Dir. Marie-Odile Peyroux-Sissoko et Julien Padovani

Colloque La civilisation des procédures civiles d'exécution : universalité ou variabilité ? Une approche combinée droit de l'exécution et droits substantiels

Strasbourg, 3 décembre

Partenariat CDPF/CRJFC, Dir. Sâmi Hazoug, Nathalie Pierre, Sylvie Pierre-Maurice

Journée de droit pénal des affaires Frédéric Stasiak

Toulouse, 9 décembre

partenariat CRJFC; corresponsable Béatrice Lapérou-Scheneider

Les programmes sont consultables sur le site du CRJFC. Ces manifestations peuvent être ouvertes à la formation continue des professionnels du droit.

Projet : Dictionnaire encyclopédique juridique franco-suisse (coord. Valérie Défago et Béatrice Lapérou-Scheneider)

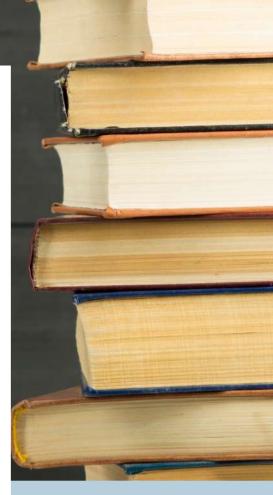
L'objectif du projet est de rédiger un ouvrage vivant, actualisable, dont les entrées sémantiques permettront aux chercheuses et chercheurs, ainsi qu'aux praticiennes et praticiens du droit, de saisir le contexte et la portée des notions juridiques utilisées dans l'ordre juridique voisin. L'idée est que les rédactrices et rédacteurs expliquent et rendent compréhensibles à un public rompu à la littérature juridique (juristes, agentes et agents des collectivités publiques), aux personnels judiciaires et parajudiciaires (enquêteurs, douaniers, magistrats, avocats...), aux professionnelles et professionnels de domaines en prise avec le droit (responsables RH d'entreprises, experts comptables...), les notions juridiques utilisées dans leur champ d'activité, d'une part, ou l'appréhension d'un phénomène social ou sociétal sous l'angle du droit, d'autre part.

Les entrées du Dictionnaire seront—dans un premier temps en tout cas—axées sur les domaines de recherche au sein des deux institutions ainsi que sur les thèmes prioritaires identifiés par la CdS, à savoir la digitalisation et les enjeux territoriaux et/ou transfrontaliers. Dans un second temps — mais également possiblement dans la première étape — il est prévu d'ouvrir les entrées du Dictionnaire vers d'autres champs selon les besoins des collectivités publiques concernées.

L'attribut encyclopédique se rapporte à la présentation des notions, non à l'exhaustivité que l'on pourrait dégager de ce terme. Aussi, l'ouvrage réunissant les contributions de la première étape sera nécessairement un kaléidoscope reflétant les thèmes de recherche des personnes sollicitées.

Dès 2025, et pour la suite pérenne du projet, le Dictionnaire encyclopédique juridique franco-suisse sera déposé en ligne sur le site de la recherche et de l'enseignement juridique dans l'Arc jurassien (ARCJURIS), et sera enrichi d'entrées nouvelles, au gré de l'impulsion des membres du comité scientifique et des collaborations qui se seront développées entre les deux institutions et/ ou des besoins des collectivités publiques concernées (Région Bourgogne-Franche-Comté, République et canton de Neuchâtel, Ville de Besançon, Ville de Neuchâtel, autres villes de l'Arc jurassien), des personnels judiciaires et parajudiciaires (enquêteurs, douaniers, magistrats, avocats...) des et autres partenaires institutionnels intéressés. La consultation du site est prévue pour se faire en Open Access afin d'assurer une diffusion la plus large possible aux personnes intéressées.

Le comité scientifique du projet est composé de 8 personnes (hors personnels d'appui à la recherche) Alexandre Ciaudo (Université de Franche-Comté), Valérie Défago (doyenne, Faculté de droit, Université de Neuchâtel), Alexandre Desrameaux (Université de Franche-Comté), Jean-Philippe Dunand (Faculté de droit, Université de Neuchâtel), Benoît Géniaut (Université de Franche-Comté), Christophe Geslot (Directeur du CRJFC, Université de Franche-Comté), André Kuhn (Vice-Doyen, Faculté de droit, Université de Neuchâtel), Béatrice Lapérou-Scheneider (Université de Franche-Comté).



Projet



Vie du laboratoire

Départs

Nicole Chardin, MCF en droit privé (retraite).

Sandra Guillot, gestionnaire administrative et financière (mutation à l'UMR CNRS FEMTO-ST).

Le CRJFC les remercie, toutes deux, de leur attachement au laboratoire et à l'UFR SJEPG.

Arrivées

Laurence Guenon, jusqu'à présent en poste à l'UFR Santé (uFC) est la nouvelle gestionnaire administrative et financière du CRJFC à compter du 2 septembre 2024.

Claire Breniaux, PRAG d'anglais (UFR SJEPG), a soutenu sa thèse en science politique en 2021 à Dijon : « Jeunes membres du Scottish National Party (SNP) : identité nationale et adhésion partisane » (dir. Agnès Alexandre-Collier).

Lapeuno Pakagochy, rejoint le CRJFC en tant que doctorant contractuel (sujet de thèse : Le pouvoir normatif de l'autorité judiciaire pénale, dir. Béatrice Lapérou-Scheneider et Eliaz Le Moulec, au 1er janvier 2024.

Dan Mimoun, MCF droit privé (UFR SJEPG, droit des obligations), a soutenu sa thèse en 2023 à Paris-Cité : « La détermination du contenu contractuel dans la théorie générale du contrat » (dir. Guillaume Richard et Nicolas Mathey).

Marie Potus, MCF droit privé (UFR SJEPG, droit civil - famille, personne), a soutenu sa thèse en 2023 à Lyon III : « L'institution de l'humain et la distinction personnes/choses » (dir. Blandine Mallet-Bricout).

Clément Thomas, MCF droit privé (UFR SJEPG, droit fiscal), a soutenu sa thèse en 2023 à Aix-Marseille: « Contribution à l'étude de la qualification de montage purement artificiel par la Cour de justice de l'Union européenne » (dir. Thierry Lambert).

Aurélie Van den Bavière, MCF droit privé (UFR STGI, droit civil et des affaires), a soutenu sa thèse en 2019 à l'Université de Paris 1 : « La prévision contractuelle » (dir. Grégoire Loiseau).

Professeurs invités

Le Professeur **Daniele Negri**, spécialiste de droit pénal, enseignant à l'Università degli Studi di Ferrara, a été professeur invité de l'Université de Franche-Comté. Durant son séjour, début février 2024, il a assuré des conférences et co-enseignements (avec Béatrice Lapérou-Scheneider) auprès des M1 et M2 sur les thèmes suivants :

- L'influence du droit français sur la procédure pénale italienne : héritages, ruptures, retour.
- Le principe de proportionnalité en matière de procédure pénale : conditions de résistance à la dérive sécuritaire
- L'oralité des débats et la présence de l'accusé à l'audience

- Les audiences « à distance » : les implications inquisitoriales d'une transition maladroite vers la justice numérique
- Principe du contradictoire, justice négociée, surévaluation du consentement de l'accusé

Le Professeur **Riyad Fakhri**, de l'université Hassan 1er de Settat, a été professeur invité de l'Université de Franche-Comté. Durant son séjour, fin novembre 2023, il a assuré des enseignements en Droit de l'arbitrage, Droit des procédures collectives et RSE

Autres annonces

Olympe Dexant-de Bailliencourt, Professeur agrégé de droit privé, a été désignée comme nouvelle membre du Collège de l'Autorité des marchés financés par le Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, par arrêté du 8 février 2024.

Vivien Gbewezoun obtient un contrat doctoral ministériel. Il débutera au 1er septembre une thèse sur « les modes alternatifs de résolution des litiges. Contribution à l'obligation de Due Diligence » sous la direction conjointe de Filali Osman (CRJFC) et Gilles Lhuilier (ENS Rennes).

Offre de contrat post-doctoral en droit

Dans le cadre de son projet « Les revirements de jurisprudence - REVJURIS », Eliaz Le Moulec recrute une personne en post-doctorat afin de piloter l'élaboration d'un ouvrage collectif consacré aux revirements de jurisprudence.

L'ambition de l'ouvrage est d'illustrer la diversité des revirements de jurisprudence, tant dans les éléments qui les provoquent, que dans leur prévisibilité, leurs formes et leurs conséquences.

Missions:

- 1° étude de la littérature et recherches sur les revirements de jurisprudence ;
- 2° propositions de critères de classement ;
- 3° aide à l'élaboration de la liste des contributions ;
- 4° recherche et relations avec les contributeurs ;
- 5° participation aux entretiens;
- 6° organisation des séminaires de travail;
- 7° réception et relecture des contributions, mise en page du manuscrit;
- 8° relations avec l'éditeur;
- 9° organisation d'une manifestation scientifique de présentation de l'ouvrage (type colloque, journée d'études).

Profil : Titulaire d'un doctorat en droit privé, droit public ou histoire du droit Date de prise de poste : à définir avec le candidat.

Rémunération : Contrat à durée déterminée - Ingénieur de recherche, 1er échelon (INM 465)

Le dossier de candidature est à envoyer à l'adresse :

eliaz.le_moulec@univ-fcomte.fr

Il est constitué des pièces suivantes :

- un curriculum vitae;
- une lettre de motivation;
- la thèse de doctorat au format PDF;
- le rapport de soutenance;
- éventuellement une ou deux publications au format PDF.



Vie du laboratoire



Centre de recherches juridiques de l'Université de Franche-Comté

Direction : Christophe Geslot (Professeur de droit public) Direction adjointe : Eliaz Le Moulec (Professeur de droit privé)

ITRF : Laurent Kondratuk

Contact : 45D avenue de l'observatoire, 25030 Besançon Cedex

tél.: +33 (0)3 81 66 66 08

@ : contact-crjfc[at]univ-fcomte.fr URL : <u>www.crjfc.univ-fcomte.fr</u>

Twitter: @Labo_Crjfc

archives ouvertes : https://hal.archives-ouvertes.fr/CRJFC Conception, mise en page : Lydie Branget (UFR SJEPG)